

ENTREPRENARIAT COLLECTIF ET PRISE DE PARTICIPATION



analyse

Juin 2006

Eric Dewaele

Coordinateur agence-conseil

Industries lourdes, manufactures, chaînes de production ou de montage... mais aussi call center ou services de comptabilité sont autant de secteurs d'activités, grands pourvoyeurs d'emploi qui ont une fâcheuse tendance à quitter nos latitudes. Nul n'est besoin de s'étendre sur le sujet, presse écrite et audio-visuelle nous abreuvent chaque jour de notre lot de ces mauvaises nouvelles.

Qu'on le veuille ou non, notre tissu économique subit et subira encore de nombreuses mutations. Aujourd'hui, le discours dominant est fait d'un double langage aux accents quelque peu schizophréniques. D'une part, de nombreux messages publicitaires renforcés par des avantages fiscaux, nous incitent à adopter la prudente politique de l'écureuil : épargne pension, bons d'états, et autres types de placements et assurances « sécurisants »... Mais d'autre part, notre imaginaire collectif est aussi alimenté d'images très valorisantes d'entrepreneurs audacieux et travailleurs qui créent leur propre affaire, deviennent leur propre patron, prennent leur destin en main et refusent la fatalité défaitiste ambiante.

Chacun, et certainement les jeunes plus que les autres, se sentent ainsi écartelés entre un besoin de confort et de sécurité sur-développé mis en regard d'un idéal d'hommes ou femmes d'affaires dynamiques, innovants et joueurs. Au cœur de cette tension, quelle place est laissée aux dynamiques collectives ? Pouvoirs publics, entreprises, leaders de projets semblent occulter quasi complètement le potentiel des réseaux de solidarité et des dynamiques de mutualisation des risques, des investissements, du travail...

Le monde associatif et culturel est pourtant riche en expériences collectives positives. Pourquoi alors ne pourraient-elles pas aussi se décliner efficacement dans la sphère économique ? Du bénévolat partagé à l'investissement coopératif, le passage semble bien difficile et pourtant, le citoyen belge laisse, en moyenne, 31 % de son épargne en dépôt et en confie 38 % à des organismes institutionnels⁽¹⁾. Mettre des gens en route pour mobiliser des moyens financiers qui ronronnent sur des carnets d'épargne : beau défi en perspective pour l'économie sociale...

Des outils existent...

D'un point de vue général tout semble être mis en place pour faciliter l'émergence de nouveaux projets d'économie sociale : agences conseil en économie sociale cadrées par une nouvelle réglementation wallonne, Fonds d'investissement spécialisés tels que le Fonds fédéral de l'Economie Sociale et Durable⁽²⁾ ou des acteurs régionaux tels que la Sowecsom⁽³⁾ ou encore Crédal⁽⁴⁾ en Wallonie et Brussoc à Bruxelles. Puis il y a aussi la Banque Triodos, spécialisée en développement durable. Plus largement, on peut aussi prendre en compte l'intérêt des banquiers traditionnels qui voient en ce type de dossier une façon de mettre une touche « Investissement Socialement Responsable »⁽⁵⁾ dans leur rapport d'activités.

La logique des fonds publics d'investissement est souvent de s'appuyer sur des fonds privés pour calibrer l'investissement public. Cela permet aux particuliers qui s'engagent dans ce capital à risque de donner un effet

bras de levier à leurs investissements. Ainsi, par exemple, lors de la constitution du capital d'une scrl fs ou lors d'une ouverture de capital variable, un fonds public peut décider d'investir un montant identique à l'apport privé. Ainsi, en quelque sorte, cela donne un effet multiplicateur à la mise privée.

Mais cette première mise privée doit être trouvée ! Or, si la Belgique connaît quelques clubs d'investisseurs solidaires tels que les écus baladeurs⁽⁶⁾, ce type d'outil reste chez nous à l'état expérimental. Nos voisins français ont par contre, quant à eux, développé un large réseau innovant fondé sur une logique d'épargne de proximité et de développement local. Il s'agit du réseau des « CIGALES »⁽⁷⁾ : Club des Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire. La Fédération des CIGALES comptait 83 clubs actifs en 2005 rassemblant près de 1300 adhérents. Cette fédération est tête de liste du projet DESIRES « Développer l'Épargne Solidaire pour les Initiatives Régionales, Economiques et Sociales » soutenu par le Fonds Social Européen dans le cadre du programme Equal. Un site d'abord facile et convivial permet de situer les pôles d'action et les acteurs dans toutes les régions de France. Ces développements peuvent plus que certainement nous aider à structurer nos actions futures.

L'indispensable équilibre financier

Quand il évoque le profil des chefs d'entreprise d'économie sociale, Jacques Defourny, professeur à l'ULg et directeur du Centre d'Économie Sociale utilise souvent l'image du « mouton à 5 pattes ». Un tel personnage doit en effet être animé d'un réel idéal d'entrepreneur tout en restant centré sur la priorité sociale de l'entreprise. Dans la pratique, il s'avère en effet bien difficile de faire la part des choses entre l'indispensable rentabilité sans laquelle c'est la pérennité même de l'entreprise qui est compromise et la vocation sociale inscrite dans les statuts.

Puisque notre sujet est centré sur la prise de participation dans des sociétés coopératives, nous ne parlerons pas ici des ASBL même si nombre d'entre elles font partie intégrante du champ de l'économie sociale. Quant au fait d'appartenir ou non à l'économie sociale d'insertion et donc d'être ou non subsidié, nous considérerons ici que cet aspect est secondaire au vu du sujet que nous traitons. En effet, dans tous les cas, l'équilibre financier et le profit restent les priorités de toute entreprise. La spécificité de la finalité sociale pose intrinsèquement deux questions importantes : les priorités fixées quant au partage de la richesse produite et les modalités de participation à la prise de décision dans la structure.

Au vu du succès de banques telles que Triodos⁽⁸⁾ ou de coopératives d'épargne telles que Crédal, le fait d'une faible rentabilité de l'argent ou même l'absence complète de toute perspective de return ne semblent pas représenter des freins majeurs puisque de nombreux épargnants s'engagent dans cette voie. Quant au partage du pouvoir, la souplesse de « l'outil SCRL » est telle que chaque promoteur peut en modeler les statuts et règlement d'ordre intérieur avec une large marge de manœuvre.

Des consommateurs gâtés et ayant-droit aux acteurs motivés par leurs devoirs

Quels sont donc les freins ressentis par « Monsieur tout le monde » par rapport à l'investissement de capital à risque au sein d'entreprises à finalité sociale ? A notre sens, les raisons de ce manque d'initiative se situent essentiellement autour de la relation de confiance et du besoin de sécurité : confiance dans le porteur de projet d'abord mais aussi, plus largement, confiance en l'avenir et donc capacité de gérer une situation de risque même si celui-ci est mesuré. Comme nous l'évoquions en introduction, c'est certainement au niveau de notre inconscient collectif tellement empreint de besoin de sécurité qu'il faut lever des freins.

Par rapport au reste de l'humanité, nous sommes objectivement des consommateurs gâtés. Les richesses du monde entier convergent vers nos marchés. Nous sommes devenus difficiles et capricieux mais surtout, nous avons perdu la conscience de la valeur des choses. Ou plutôt, nous avons développé une fausse connais-

sance de cette valeur. Si nous devons acheter les biens et les services à leur valeur réelle, c'est à dire un prix qui permet de respecter l'homme et l'environnement, nous achèterions beaucoup moins car tout coûterait beaucoup plus cher.

Nous sommes tellement conditionnés à la consommation de masse que nous en perdons toute conscience des dispositifs de production qui sont alors tellement éloignés de nos réalités qu'y investir relève du pied posé en terra incognita.

Par rapport au reste de l'humanité, nous sommes objectivement des citoyens super protégés par rapport aux aléas de la vie. Malgré l'existence d'une pauvreté réelle pour certains d'entre nous, c'est néanmoins un fait pour la majorité. Maladie, accident, agression, perte d'emploi et/ou de revenus... Même si les mailles sont parfois larges, les filets de sécurité sont nombreux. Nous avons des droits et de nombreux professionnels à notre disposition pour nous aider à en jouir.

Mais où nous parle-t-on de nos responsabilités et de nos devoirs. Qui ose encore appuyer son discours sur cette notion de «devoir» qui semble sortir d'un autre âge ? Loin de toute velléité moralisatrice, le fait de souligner cela vise plutôt à mettre en évidence le fait que nous disposons d'indéniables marges de manœuvres. Retrouver le sens, le goût et le plaisir de l'investissement collectif dans des projets économiques motivants est probablement un des axes majeurs autour desquels nos efforts doivent s'articuler pour les décennies à venir.

Conclusions

Une fois n'est pas coutume, peut-être devrions nous humblement nous inspirer des pratiques développées par les pays du Sud. Des populations moins nanties y créent et entretiennent des réseaux solidaires de proximité en s'appuyant sur leurs seules capacités : ateliers de travail artisanal adaptés à des personnes handicapées, mutuelles de quartier, coopératives de micro-crédit, mutualisation des équipements pour l'élevage ou la culture, coopératives de pêcheurs, etc.... En la matière, les puissantes toiles qu'ont tissées les syndicats pourraient se mobiliser. Elles pourraient affirmer une volonté de dépasser le niveau basique des services aux membres, de maintien des droits acquis et des revendications trop souvent centrées sur des préoccupations individuelles partagées plutôt que sur de réels projets collectifs.

Par ailleurs, 2005 vit apparaître un nouveau dispositif fiscal belge, les «intérêts notionnels»⁽⁹⁾, mesure qui vise à encourager les entreprises à investir sur fonds propres en leur accordant un avantage fiscal. Pourquoi n'essaierait-on pas de s'inspirer de cette logique pour encourager la prise de participation dans le capital des entreprises à finalité sociale ? Aujourd'hui, faire un don à une association caritative peut ouvrir le droit à une déductibilité fiscale, pourquoi n'en serait-il pas de même pour les sommes investies dans l'économie sociale ?

La SCRL est un outil souple et adaptable à des réalités très diverses. Nous l'avons dit, le potentiel existe et les outils sont en place. Reste à trouver les acteurs, les leaders de projets qui auront pour objectif de rassembler les énergies humaines et financières pour créer et partager des richesses dans le respect de tous et de notre environnement. C'est tout simplement ça investir dans le Développement Durable. Au delà de l'effet de mode, il s'agit là d'un enjeu majeur pour la survie et le redéploiement de notre tissu socio-économique.

(1) www.statbel.fgov.be/figures/d463_fr.asp#2

(2) www.kf-fesd.be/

(3) www.sriw.be/fr/Sowecsom-71.html

(4) www.credal.be/

(5) www.rfa.be/fr/aboutus/index.php

(6) www.financite.be/mon-argent/les-associations-beneficiaires/liste-des-associations,fr,0,1,7.html

(7) www.cigales.asso.fr/

(8) www.triodos.be/

(9) www.becompta.be/modules/news/article-135.html